



SAHARA INFO

N° 23
Spécial élections
Mars 1978
Prix : 2 F

Commission Paritaire N° 58229

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LE SAHARA OCCIDENTAL



ÉDITORIAL

Ce numéro de Sahara-Info se présente sous une forme particulière. A quelques jours des élections législatives capitales pour l'avenir de notre pays, il nous a semblé important d'interroger tous les partis de gauche sur leur position par rapport au Sahara occidental.

Nous n'avons pas voulu interviewer les partis de la majorité, car nous connaissons, hélas, trop bien, les effets de la politique étrangère de l'actuel gouvernement. Comment oser encore parler de neutralité et d'autodétermination lorsqu'on envoie des Jaguars et des Bréguets-Atlantic servir d'appui tactique pour les bombardements au napalm des combattants sahraouis !

Nous n'avons retenu que les partis susceptibles d'avoir des représentants dans un éventuel gouvernement de gauche. C'est ainsi que nous avons contacté la Fédération des Républicains de Progrès, le M.R.G., le P.C.F., le P.S., le P.S.U., et l'Union des Gaullistes de Progrès. Malgré les impératifs de la campagne électorale, la plupart ont pu répondre et nous les en remercions.

Nous avons d'autre part demandé à nos amis Sahraouis ce que représentait pour eux l'avenir politique de la France et ce qu'ils attendaient d'un gouvernement de gauche.

Au moment où la R.A.S.D. va fêter son 2^e anniversaire nous tenons à renouveler à nos amis l'assurance de notre solidarité active. Nous souhaitons vivement que la Paix et la Justice soient rapidement rétablies au Sahara et il ne fait de doute pour personne que l'enjeu des prochaines élections françaises est considérable pour accélérer ou retarder un processus de paix. Les intérêts des groupes financiers et des multinationales qui cherchent, par Etats interposés, à piller les ressources du Sahara, en écrasant un peuple, sont les mêmes forces conservatrices qui, dans notre pays, veulent, par tous les moyens, maintenir les privilèges des puissances d'argent.

Dans quelques semaines va se tenir le sommet extraordinaire de l'O.U.A. consacré au dossier du Sahara Occidental. A cette occasion, nous voulons exprimer l'amitié du Peuple français avec tous les peuples d'Afrique. Nous espérons qu'une solution juste et durable pourra être trouvée afin que les droits du Peuple sahraoui soient respectés.

C'est le vœux sincère de toutes les forces progressistes et humanitaires de notre pays.

INTERVIEW D'ÉLIE MIGNOT MEMBRE DE LA SECTION DE POLITIQUE EXTÉRIEURE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Sahara Info : Quelle est la position de votre Parti sur le problème du Sahara occidental ?

Elie Mignot : Avant même que n'éclatent en 1975 les graves événements que l'on connaît et qui ont abouti à l'occupation de ce territoire par le Maroc et la Mauritanie, le Parti communiste français a montré que l'accession à l'indépendance politique de la plupart des pays africains et les luttes de ces peuples pour pouvoir disposer librement de leurs richesses nationales rendait encore plus scandaleux la domination coloniale espagnole sur le Sahara occidental.

Lorsque le peuple sahraoui a engagé sa lutte libératrice le PCF a soutenu son juste combat pour la reconnaissance de son droit inaliénable à l'autodétermination. C'est la raison pour laquelle nous avons

condamné le dépeçage et l'occupation du Sahara par le Maroc et la Mauritanie.

Et aux dirigeants marocains invoquant les droits historiques que leur pays aurait sur ce territoire pour justifier son annexion nous avons répondu qu'à notre époque il n'y avait pas de droit plus sacré que le droit des peuples — quel qu'il soit — à disposer librement de leur destin.

Sahara Info : Que pensez-vous de la politique du gouvernement français au Sahara occidental ?

Elie Mignot : Cette politique s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de l'impérialisme inspirée par les Etats-Unis. Elle tend à préserver les intérêts des grandes sociétés multinationales dans cette région particulièrement riche en matière premières.

C'est ce qui explique le soutien du pouvoir giscardien à la politique expansionniste du pouvoir royal marocain et aux dirigeants réactionnaires mauritaniens.

C'est ce qui explique aussi la mise en place par le gouvernement de

Paris d'un dispositif de guerre dirigé à la fois contre le peuple sahraoui et contre la République Algérienne Démocratique et Populaire ; le pouvoir giscardien ne pardonnant pas à celle-ci sa politique anti-impérialiste et son option socialiste.

Sahara Info : Quelles initiatives concrètes comptez-vous prendre ?

Elie Mignot : En ce qui le concerne le Parti communiste français continuera d'agir pour que cesse l'aide militaire du gouvernement français au Maroc et à la Mauritanie et à exiger le retrait des zones de combat des coopérants et travailleurs français.

Nous continuerons en même temps à alerter l'opinion publique sur la mise en place par le pouvoir giscardien d'un dispositif militaire et l'orchestration par lui des campagnes anti-algériennes destinées à justifier par avance d'éventuelles provocations contre les peuples de la région.

Enfin le Parti communiste français soutiendra toutes initiatives allant dans le sens de la solution juste et durable du problème du Sahara occidental.

Paris - Le 16 février 1978





LETTRE DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL TIERS MONDE DU PARTI SOCIALISTE

Messieurs,

Vous avez bien voulu interroger le Parti socialiste sur la grave question du Sahara Occidental, pour publication dans votre bulletin *Sahara-Info*. La situation au Sahara occidental a retenu l'attention de notre parti depuis longtemps déjà, et ce n'est sans doute pas exagérer que d'écrire qu'il s'agit pour nous d'un des problèmes les plus graves de l'heure actuelle, ayant d'importantes implications régionales.

Le Parti socialiste a eu l'occasion de rappeler plusieurs fois par la bouche de son Premier secrétaire et par des communiqués du Bureau exécutif sa position à ce sujet. Elle peut être résumée en quelques points :

1. Réaffirmation du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui à qui a été déniée toute possibilité d'expression autre que la lutte armée.
2. Refus catégorique de la politique du fait accompli et de l'occupation militaire.
3. Respect du principe accepté par tous les Etats africains de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation, qui fournit un cadre à l'autodétermination du peuple sahraoui, et garanti l'existence de la Mauritanie dans ses frontières propres.
4. Recherche d'une solution dans le cadre d'une coopération régionale.

Face à la situation qui s'est développée au Sahara, remettant en cause la stabilité de toute la région, le gouvernement français a choisi délibérément de s'engager unilatéralement aux côtés des occupants militaires, pour préserver des intérêts économiques au sens le plus étroit du terme. C'est une politique rétrograde et dangereuse que le Parti socialiste a clairement condamnée. Il estime que la France devrait mettre fin à tout engagement unilatéral dans ce conflit, et au contraire utiliser l'audience qu'elle a pu conserver dans la région pour favoriser le dialogue entre les parties et l'application des résolutions des Nations Unies sur l'autodétermination, au service de la paix. Nous pensons qu'il s'agira là d'une occasion pour un gouvernement de gauche de faire concrètement la démonstration qu'il est capable de mener une politique de paix.

Bien à vous.

**Secrétariat International Tiers Monde
du Parti socialiste**



INTERVIEW DE MICHEL GRIMARD, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

— *Sahara info* : Quelle est la position de votre parti sur le problème du Sahara occidental ?

— Michel Grimard : Nous pensons que la réalité d'une entité sahraouie ne peut être objectivement constatée. Il existe un peuple sahraoui, un moment dispersé mais aujourd'hui rassemblé et soudé par un dur combat mené en commun. Quel que soit le nombre de ceux qui constituent ce peuple, il est en lui-même suffisant car ce qui est en cause, c'est un principe et non le nombre de ceux à qui il doit s'appliquer. Les Sahraouis ont droit à leur patrie, à un Etat qui leur soit propre.

Nous refusons la présentation de l'occupation du territoire sahraoui, décolonisé depuis peu, comme un fait acquis approuvé par la communauté internationale et considérons qu'il s'agit là d'une mystification.

Nous rappelons que le respect du droit à l'autodétermination est la seule solution permettant au peuple sahraoui de disposer librement de son sort, ainsi que le recommandent les Nations-Unies et l'O.U.A..

— *Sahara Info* : Que pensez-vous de la politique du gouvernement français au Sahara occidental ?

— M. Grimard : L'attitude de la France au Sahara Occidental s'inscrit malheureusement dans un cadre plus vaste. Une coopération étroite s'est établie entre la France et les micro-impérialismes d'Amérique Latine, du Proche-Orient et d'Afrique notamment.

Sur le continent africain, une politique sélective et interventionniste a remplacé le principe de non-ingérence. A la politique de coopération avec l'ensemble des peuples maghrébins et africains, qui avait valu à la France leur reconnaissance et leur estime, s'est en effet substituée une action qui, parce qu'elle n'est plus guidée par le principe de l'autodétermination, a conduit à une démarche hostile vis-à-vis de certains d'entre eux, qui a terni l'image de notre pays dans le Tiers Monde et provoqué la situation bloquée d'aujourd'hui.

En armant et en intervenant directement aux côtés des pays qui combattent le peuple sahraoui, le président Giscard d'Estaing lui refuse concrètement l'autodétermination qu'il accepte à l'ouest de l'Afrique.

Il réussit le triple exploit de refaire surgir l'image d'une France colonialiste, de nous créer, à une période économique difficile, de nouvelles charges militaires, et de compromettre l'avenir de nos relations avec l'Etat sahraoui. Il sacrifie simultanément et au mépris des intérêts

les plus évidents de notre pays la coopération avec de nombreuses nations du continent africain, dont l'Algérie.

— *Sahara info* : Quelles initiatives concrètes comptez-vous prendre ?

— M. Grimard : Si, comme malheureusement tout semble le prouver, aucune volonté politique ne se manifeste pour reconsidérer la politique de la France à l'égard du légitime combat que mène le peuple sahraoui, alors seul un changement de majorité en France peut permettre de transformer dans un sens équitable la position de notre pays.

Quoi qu'il en soit, il faut saisir toute occasion pour faire connaître et populariser la lutte du peuple sahraoui. C'est ainsi que pour notre part, nous avons favorisé la création de liens entre la Maison de la Culture de Rennes et le Front Polisario, afin que ses groupes folkloriques participent au festival international des arts traditionnels, qu'elle organise chaque année.

Il va sans dire que, selon la situation que nous occuperons, nous agirons directement ou indirectement pour éliminer tout ce qui favorise les adversaires du peuple sahraoui et favoriser l'application concrète des décisions de l'ONU et de l'OUA concernant l'autodétermination du peuple sahraoui.

INTERVIEW DE AINI SAYED, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE ET REPRÉSENTANT EN EUROPE DU FRONT POLISARIO

—Sahara Info : Pouvez-vous nous dire comment se présente le prochain sommet de l'OUA ?

—Aini Sayed : Sur le plan international, au niveau de l'OUA, le dossier est toujours ouvert, contrairement à la thèse du dossier clos de Hassan II. L'ONU a insisté sur le fait qu'en ce qui concerne le Sahara Occidental il s'agit d'un problème de décolonisation. On ne peut donc considérer le Maroc et la Mauritanie que comme des forces d'occupation qui s'opposent à l'application du droit à l'autodétermination. Par ailleurs l'ONU, qui ne se déssaisit pas du problème, a chargé l'OUA de traiter la question du Sahara Occidental. L'OUA doit tenir un sommet extraordinaire, au mois de mars, sur la question du Sahara Occidental. On peut noter que lors de la 31^e réunion du Comité de Libération de l'OUA qui s'est dernièrement réuni à Tripoli, tous les intervenants ont soutenu, la lutte du peuple sahraoui, ont insisté sur la représentativité du Front Polisario et ont condamné les interventions étrangères. Très probablement qu'au prochain sommet de l'OUA sera soulevé le problème du respect des frontières héritées de la colonisation et celui du droit des peuples à s'autodéterminer qui sont deux principes charnières de l'OUA. La France en intervenant militairement au Sahara et en Mauritanie se trouve aujourd'hui en porte à faux par rapport à ces principes. C'est pourquoi elle essaye d'exercer des pressions sur certains pays africains, avant le sommet de l'OUA.

—Sahara Info : Comment est perçue l'intervention militaire française ?

—Aini Sayed : Aujourd'hui toute l'Afrique se sent concernée par cette intervention militaire française qui est un abandon de la politique française en tant que puissance signataire de différentes chartes. D'ailleurs le gouvernement français est très gêné quand il continue à proclamer sa neutralité sur le problème du Sahara Occidental.

Le gouvernement français, pour justifier l'intervention militaire, tente de présenter l'Etat mauritanien comme un Etat faible. Mais qui est le faible et qui est le fort ? Est-ce la Mauritanie qui a une armée et le soutien de l'impérialisme ? Ou est-ce le peuple sahraoui qui est petit en nombre, et qui a peu de moyens ?

Si la France cherchait à être vraiment neutre elle conseillerait à la



Mauritanie de se retirer du territoire sahraoui qu'elle occupe.

Heureusement, dès le début les forces de gauche ont refusé cette ingérence du gouvernement dans le conflit. Elles ont dénoncé les différentes interventions par de multiples moyens. Le peuple sahraoui s'en réjouit d'autant plus que les forces démocratiques se rendent compte de la justesse de sa cause. Que la gauche arrive ou non au gouvernement nous lui demandons de renforcer son soutien.

—Sahara Info : Demanderez-vous à un gouvernement de gauche de retirer les coopérants français se trouvant en zones de guerre ?

—Aini Sayed : Oui, nous demanderons à un gouvernement de gauche de retirer ses ressortissants des zones de guerre. C'est-à-dire de coopérants impliqués dans l'effort de guerre. Il ne s'agit pas pour nous d'empêcher la coopération d'un pays avec un autre. Mais d'analyser l'aide que les coopérants apportent à un pays en guerre. Quand le Front Polisario attaque des centres économiques et militaires il le fait en légitime défense. Le Front Polisario a renouvelé ses appels aux coopérants se trouvant en zone de guerre. Ces appels ont été entendus par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Mais pas encore par la France.

La présence militaire française est perçue négativement par le peuple sahraoui et par les peuples africains. La France peut être présente autrement que par les armes. Le peuple sahraoui est convaincu que d'autres relations très bénéfiques peuvent s'instaurer avec le peuple français.

—Sahara Info : Et si la gauche arrive au gouvernement ?

—Aini Sayed : La victoire de la gauche comme perspective éventuelle ne peut que nous donner l'espoir de voir la France adopter une attitude différente du gouvernement actuel.

Nous lui demandons tout d'abord le retrait des forces françaises des zones de guerre, qu'elle cesse toute fourniture d'armes au Maroc et à la Mauritanie. En un mot que cesse l'ingérence de la France dans ce conflit.

Par la suite nous n'excluons pas que la France contribue par sa position géographique, par ses liens de voisinage, de pouvoir jouer un rôle positif pour une solution du conflit, en encourageant, en préconisant et en garantissant l'application du droit à l'autodétermination. Il appartient également à un gouvernement de gauche de réparer les dommages causés par l'intervention française.

La France qui est à l'origine de la tension au Maghreb doit contribuer à résoudre tout cela.

LETTRE OUVERTE AUX CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique attire votre attention sur la situation qui prévaut au Sahara occidental et sur la grave et dangereuse implication du gouvernement français dans ces événements.

En effet, depuis novembre 1977, deux ans jour pour jour après l'invasion des troupes marocaines sur le territoire du Sahara occidental, le gouvernement français a pris la responsabilité d'engager notre pays dans une guerre contre le peuple sahraoui sans consulter, ni même informer les représentants élus du peuple français.

Les conséquences de cet engagement armé sont particulièrement meurtrières pour les combattants et les populations civiles sahraouies et désastreuses pour l'avenir des relations du peuple français avec les peuples des régions sahariennes, du Maghreb et de toute l'Afrique.

Les bombardements au napalm dont on sait qu'ils ont été désignés par le Tribunal Russel, chargé d'examiner les crimes de guerre américains au Vietnam, comme «arme cruelle», sont accompagnés d'une campagne d'intoxication et de falsification rarement égalée dans l'histoire de notre pays. Tout en apportant un appui massif, politique, diplomatique, économique et militaire aux agresseurs maroco-mauritaniens, le gouvernement français a abusé de la confiance du peuple français en prétendant que la France avait une **attitude de neutralité** dans l'affaire du Sahara.

Quand le Front Polisario a apporté la preuve de la participation française aux bombardements, le gouvernement français a tenté un nouvel abus de confiance. Il a prétendu qu'il venait en aide à un petit pays agressé. Pourtant, c'est le gouvernement mauritanien qui porte l'entière responsabilité de l'agression contre le peuple sahraoui puisqu'il a envoyé son armée envahir l'ancien Rio de Oro afin d'y remplacer les forces coloniales espagnoles.

Devant l'engagement inconditionnel de la France aux côtés des agresseurs et sa participation militaire directe, on est en droit de se demander pourquoi le gouvernement français s'acharne à nier le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ? Pourquoi n'a-t-il pas apporté sa contribution à la décolonisation d'un des derniers pays colonisés d'Afrique, et pourquoi s'associe-t-il à la tentative de génocide perpétré à l'encontre du peuple sahraoui ?

La décolonisation a rompu l'équilibre des zones d'influences instauré à l'issue de la deuxième guerre mondiale lors de la conférence de Yalta. Désormais, les pays nouvellement indépendants d'Afrique ou sur le point de l'être sont l'objet de toutes les convoitises. Les nostalgiques de l'Empire français rêvent toujours, 18 ans après les indépendances africaines qui marquaient, croyait-on, la fin d'une époque, de le reconstituer. La nouvelle stratégie est d'utiliser les États intermédiaires pour jouer les gendarmes de l'ordre impérialiste. L'impérialisme sait en effet qu'il ne peut plus pratiquer directement la conquête ou le génocide d'un peuple sans voir se dresser contre lui la conscience du monde.

Pour pouvoir mener sa stratégie personnelle et étendre sa chasse gardée sur les riches régions sahariennes, le gouvernement du Président Valéry Giscard d'Estaing a décidé de s'appuyer sur le régime le plus complaisant de la région, le régime d'Hassan II. L'image de marque du régime chérifien (disparition en France de Ben Barka, étés sanglants de 1971 et 1972, grèves réprimées dans le sang) étant très mauvaise dans l'opinion internationale, il était important qu'un autre État s'associe à la tentative d'annexion du territoire sahraoui par la force.

Le chef de l'État mauritanien, Moktar Ould Daddah, pour des raisons incompréhensibles, la Mauritanie étant elle-même revendiquée par le Maroc depuis 1960, accepta d'entrer dans le jeu expansionniste. Néanmoins, il ne s'engagea dans l'expédition annexionniste qu'après avoir obtenu, lors de sa visite en France dans les premiers jours de décembre 1975, la garantie par la France des anciennes et nouvelles «frontières» de la Mauritanie, nouvelles frontières nées du partage du Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie. Cette distribution de cartes étant faite, le génocide du peuple sahraoui pouvait commencer.

La résistance héroïque du peuple sahraoui, renforcée par le refus du peuple mauritanien de mener un combat fratricide, ainsi que le refus de l'ensemble des forces démocratiques du monde d'accepter le fait accompli en violation des règles internationales prévues en matière de décolonisation, ont entravé le plan impérialiste de génocide du peuple sahraoui. Devant cette situation, le gouvernement royal marocain a dû faire appel au gouvernement français pour qu'il intervienne directement. D'où les opérations de bombardement que l'on connaît et qui mettent la France au banc des accusés devant toutes les nations du monde.

L'intervention directe d'une puissance extra-africaine comme la France dans un conflit se déroulant dans une des régions considérées comme essentielles au niveau géo-stratégique risque de l'internationaliser à tous moments, mettant en jeu la sécurité mondiale et, en tout premier lieu, celle des pays africains. Or cette entrée en guerre du gouvernement français s'est effectuée, il faut le rappeler, sans consultation des élus et sans débat parlementaire. Pourtant cette guerre saharienne est dangereuse pour la France :

- dangereuse en raison du risque d'internationalisation.
- dangereuse car elle va à nouveau isoler la France des nombreuses sympathies qu'elle a tissées dans la phase de décolonisation avec de nombreux peuples.
- dangereuse car la France va perdre toute crédibilité devant les peuples africains puisqu'elle a contribué à l'installation d'une armée d'occupation marocaine en Mauritanie alors qu'elle s'était engagée à protéger celle-ci contre les convoitises marocaines ?

Devant cette situation, le courant qui représente les forces démocratiques en France doit réagir. La guerre menée par la France officielle au Sahara l'est au nom du peuple français. Celui-ci doit donc en être largement informé. Lorsque le président Giscard dit que les choix proposés pour la France dépendent étroitement des options relatives à la politique extérieure, il a effectivement raison. Tout le problème est en effet de savoir si la politique de la France va continuer à apparaître comme le prolongement de l'impérialisme occidental ou si elle va retrouver le chemin d'une réelle indépendance nationale ?

Le problème est de savoir si la politique de pillage et d'agression au napalm va continuer à être menée contre les peuples africains ou si une nouvelle définition des rapports entre États développés et sous-développés basée sur un respect mutuel des peuples et de leurs gouvernements, lorsqu'ils sont démocratiquement élus, et sur l'échange réciproque, va être enfin engagée. Le peuple français sait en effet qu'une nation qui opprime une autre nation ne pourra jamais être libre.

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique demande donc à chaque candidat d'informer ses futurs électeurs des enjeux au Sahara occidental, et du rôle criminel et dangereusement explosif pour la sécurité mondiale, que le gouvernement français y joue actuellement.

Il demande à chaque candidat de faire connaître sa position sur la question et de dire les initiatives qu'il compte prendre, s'il est élu, pour faire cesser l'intervention française au Sahara, assurer le retrait de toutes les forces d'occupation et permettre la libre auto-détermination du peuple sahraoui.

Consciente de l'enjeu des élections pour une politique de réelle coopération de la France avec les peuples du Maghreb et de l'Afrique toute entière, l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique vous prie de croire à ses sentiments profondément attachés à la paix entre les peuples.

MATÉRIEL DIFFUSÉ PAR L'ASSOCIATION

SAHARA INFO :

à ce jour, 20 numéros sont parus
l'abonnement pour 10 numéros

30 F.

SAHARA LIBRE :

journal de l'intérieur. À ce jour 50 numéros
sont parus en français, espagnol et arabe. Le n°

2 F

REVUE DU 20 MAI :

organe du Front POLISARIO en arabe et français. Le n°

5 F.

MEMORANDUM :

relatif à la proclamation de la RASD

3 F.

DOSSIERS PRESSES :

tome 1 sélection d'articles parus dans la presse
concernant le Sahara Occidental (160 pages)
tome 2 (février - septembre 1976) 90 pages
tome 3 (septembre 76 - mai 77) 128 pages
tome 4 (mai 77 - décembre 77) 120 pages

15 F

13 F.

20 F.

18 F.

BROCHURE :

3^e congrès du Front POLISARIO (80 pages)

10 F.

DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL :

(70 pages) réalisé par l'Association Les Amis de la RASD

15 F

Trois parties :

a) historique, avec cartes et documents

b) l'enjeu du Sahara Occidental

c) témoignages recueillis par l'Association sur la résistance
du peuple sahraoui à ses agresseurs

INSIGNE :

FRONT POLISARIO : l'un

12 F.

30 PHOTOS différentes en noir et blanc (format 24 x 30) l'une

7 F.

12 PHOTOS différentes en couleur (format 24 x 30) l'une

15 F.

(format 30 x 40) l'une

25 F.

POSTER «El Ouali Mustapha Sayed»

10 F

AFFICHE de la RASD

3 F.

POSTER du peuple sahraoui en lutte

7 F.

AFFICHE du 3^e Congrès du FRONT POLISARIO

2 F.

POSTER à la mémoire des martyrs (en arabe)

6 F.

AFFICHE «Peuple sahraoui une lutte de libération»

1 F.

AFFICHE contre le tourisme au Maroc

1,50 F.

Passez vos commandes à l'Association «Les Amis de la RASD»
BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06 - Tél : 033.79.10

NOUVEAU

Un Dossier Presse, tome 4, vient d'être réalisé par l'Association. Il s'agit d'une sélection d'articles parus dans la presse de Mai à Décembre 1977, et qui retrace la campagne d'intoxication déclenchée par le gouvernement français et l'intervention militaire en Mauritanie et au Sahara.

Prix : 18 F (120 pages)

PENSEZ A VOUS

RÉABONNER !

«Sahara-Info»
améliore
sa présentation
Aidez-le
dans son effort
de diffusion

ENGAGEMENT MENSUEL

L'Association a besoin de rentrées financières très régulières, pour pouvoir acheter les denrées alimentaires indispensables aux réfugiés.

Nous avons décidé, lors de la visite du Président du Croissant rouge sahraoui, de prendre en charge les achats de matières grasses.

Pour acheter l'huile indispensable à un camp regroupant quelques 1 500 personnes, il nous faut plusieurs milliers de francs par mois. Cela suppose une aide financière, de la part des amis du peuple sahraoui, régulière et constante.

Nous vous demandons ici ce soutien. Pour que ces réfugiés reçoivent régulièrement l'aide matérielle dont ils ont besoin, aidez-les, en nous envoyant chaque mois, par prélèvement automatique, une somme fixe qu'il vous reste à déterminer. Quelle que soit la somme que vous pouvez verser, n'oubliez pas que 10 francs assurent la quantité d'huile nécessaire à plusieurs familles pendant un mois.

Je verse par prélèvement automatique CCP ou bancaire la somme mensuelle de francs, à l'ordre de l'Association des Amis de la R.A.S.D.
CCP 19 303 - 94 K Paris